

DOC
CA1
EA751
2001C15
EXF

Les voix canadiennes

Les Amériques

Centre canadien pour le développement de la politique étrangère

Points saillants

Gros plan sur les
peuples autochtones

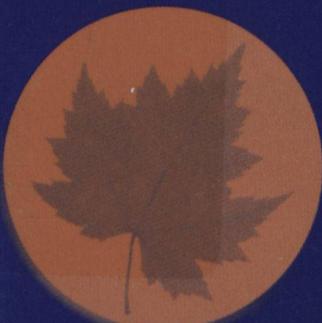
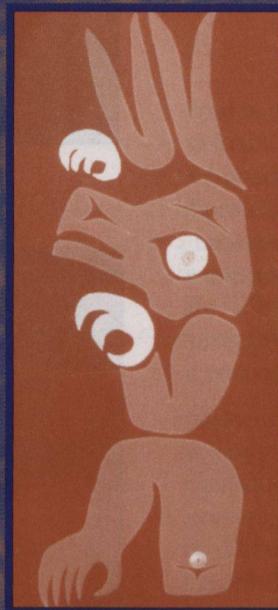
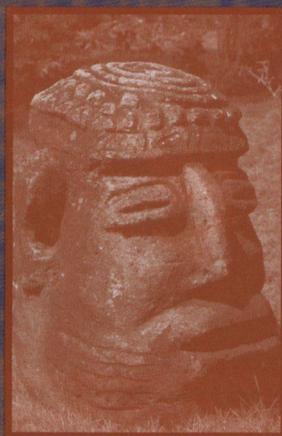
Gros plan sur le
commerce

Gros plan sur
les drogues :
Le Canada et le
trafic de drogues
dans l'hémisphère

Gros plan sur
l'éducation :
L'éducation et la
Zone de libre-
échange des
Amériques

Gros plan sur
Technologie et le
fracture "numérique"

Gros plan sur les
armes légères



Centre canadien
pour le développement
de la politique étrangère

Canadian Centre
for Foreign Policy
Development

Canada

« Le rayonnement de nos valeurs et de notre culture exige également que les Canadiens soient associés en permanence à tous les aspects de la formulation de la politique étrangère. »

– John Manley, *Ministre des Affaires étrangères,*
Forum Diplomatique, le 20 octobre 2000



*Table ronde sur le Canada, les peuples autochtones et l'hémisphère
le 23 mars 2000, Winnipeg*

Centre canadien pour le développement
de la politique étrangère
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2

Tél : (613) 944-8278
Télécopieur : (613) 944-0687

www.cfp-pec.gc.ca
info.ccpd@dfait-maeci.gc.ca

ISBN : E2-214/2001F
0-662-85604-X





DOCS
CA1 EA751 2001C15 EXF
Canadian voices : the Americas. --
18888420(E) 18888424(F)

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



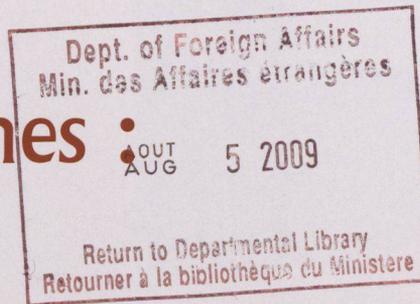
3 5036 01019425 9

Centre canadien pour le développement de la politique étrangère

.b422 3081(F)
.b422 207(F)

ARML / DOC

Les voix canadiennes LES AMÉRIQUES



Mary Jane Jim

L'évolution du climat politique et économique de l'Amérique latine et des Caraïbes pendant les dernières décennies a ouvert des perspectives nouvelles au Canada dans la région. L'essor de régimes relativement démocratiques en Amérique latine, la libéralisation de l'économie et, plus récemment, l'émergence d'une société civile agissante, ont créé des opportunités sans précédent et posé des défis aux artisans de la politique canadienne, les obligeant notamment à réévaluer les intérêts et les priorités du Canada. Comme l'atteste le grand nombre d'événements de caractère régional dont notre pays a été l'hôte au cours des deux dernières années, l'engagement du Canada dans les affaires de l'hémisphère s'est rapidement développé par suite de ces changements :

- les XIII^{es} Jeux panaméricains (Winnipeg, 23 juillet - 8 août 1999),
- la Conférence des épouses des chefs d'État et de gouvernement des Amériques, (Ottawa, 29 septembre - 1^{er} octobre 1999),
- la Réunion ministérielle de la Zone de libre-échange des Amériques (Toronto, 3-4 novembre 1999),
- le Forum sur les affaires dans les Amériques (Toronto, 1-3 novembre 1999),
- l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (Windsor, 4-6 juin 2000),
- et prochainement, le Troisième Sommet des Amériques (Québec, 21-22 avril 2001).

(Pour de plus amples renseignements sur ces événements, vous pouvez consulter le site : <http://www.americascanada.org>)

Plusieurs ministres et officiels canadiens, notamment David Kilgour (secrétaire d'État, Amérique latine et Afrique), Marc Lortie (représentant personnel du Premier ministre au Sommet des Amériques) et George Haynal (sous-ministre adjoint - Amériques) ont reconnu très tôt l'importance d'impliquer la société civile dans le développement de la politique étrangère du Canada vis-à-vis les autres pays de l'hémisphère. À l'occasion de l'une des tables rondes organisées dans le but de solliciter l'opinion de la population,

George Haynal a souligné la nécessité « d'élargir le cercle de réflexion politique au delà d'Ottawa et des milieux habituels » (Calgary, 17 mars 1999). Conscients des entraves politiques, diplomatiques, institutionnelles et autres, les ministres et officiels ont fait part à maintes reprises de leur volonté de rester à l'écoute et, par exemple, de se faire l'écho auprès de l'Assemblée générale de l'OEA des points de vue exprimés par le public et de les prendre en compte dans l'ordre du jour du Sommet de Québec en avril 2001.

Afin d'aider le gouvernement à tenir ses engagements en matière de consultation populaire, le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère (CCDPE) a incité les ONG, les experts, les universitaires, les représentants du monde ouvrier, les gens d'affaires, les parlementaires et les médias de toutes les régions du Canada à contribuer au développement de la politique du Canada à l'égard des autres pays de l'hémisphère. Depuis mars 1999, le CCDPE a organisé ou financé neuf tables rondes sur les Amériques et commandité plusieurs exposés d'options stratégiques :

Tables rondes :

- En vue d'établir un dialogue canadien sur les Amériques (Calgary, 17 mars 1999) – diffusé sur internet en direct et aujourd'hui archivé sur le site : <http://www.panam-bydesign.net/ccfpd/video.htm> (en partenariat avec byDesign E. Lab, le Programme McLuhan en Culture et Technologie de l'Université de Toronto (Faculté des Études en information) et le Centre des arts d'interprétation de l'Université de Calgary)
- La démocratisation des Amériques (Halifax, 9 juillet 1999)
- Initiatives d'éducation démocratique des Amériques : l'éducation et la Zone de libre-échange des Amériques (Vancouver, 13 juillet 1999), avec la participation de l'IDEA
- Priorités, plans et activités (Ottawa, 30 août 1999)
- Le gouvernement, la société civile et les Amériques (Victoria, 28 janvier 2000)
- Les menaces à la démocratie aux Amériques (Vancouver, 3-4 mars 2000), avec la participation de la Fondation canadienne pour les Amériques, UC-B



18-888-4206 / 18-888-424 (F)



David Chartrand, Kelly McBride

- Le Canada, les populations autochtones et l'hémisphère (Winnipeg, 23 mars 2000),
- Se préparer à la réunion de Windsor (Ottawa, 26 avril 2000),
- Table ronde sur les armes de petit calibre et l'Organisation des États américains (Ottawa, 28 avril 2000).

Exposés d'options stratégiques :

- Canada et le trafic de narcotiques dans l'Hémisphère, James Rochlin (automne 1999),
- Le Canada et la ZLÉA : Réflexion sur les stratégies, Joël Monfils, Martin Roy, Gordon Mace et Jean-Philippe Thérien (automne 1999).

Les participants à cette série de tables rondes, représentants des gouvernements ou des milieux non gouvernementaux, ont tous appuyé la contribution de la société civile à l'élaboration de la politique étrangère. La pratique d'associer la population à la conception des politiques est un phénomène qui se développe à travers le monde. Par exemple, les discussions engagées par le CCDPE avec des représentants du ministère des Affaires étrangères du Mexique (Unidad de Coordinación y Enlace), la création d'une Unité pour la promotion de la démocratie à l'OEA et la présence grandissante des ONG aux événements organisés par les gouvernements témoignent de cette tendance. Le Canada possède, en particulier, une communauté florissante de citoyens concernés par la politique à l'égard des Amériques qui peut jouer le rôle de conseil ou de partenaire, et notre pays est perçu comme un des principaux promoteurs de l'inclusion de la société civile dans l'hémisphère. En dépit de ces tendances prometteuses, les décideurs sont confrontés au problème soulevé par les militants anti-mondialisation dans leur propre pays ou à l'étranger. La meilleure façon de réagir aux manifestations et de mieux intégrer les points de vue de la société civile a fait l'objet de nombreuses interrogations et l'on a souligné l'utilité d'écouter les messages envoyés par la rue, ainsi que le rôle important que jouent les stratégies de communication (Ottawa, 26 avril 2000).

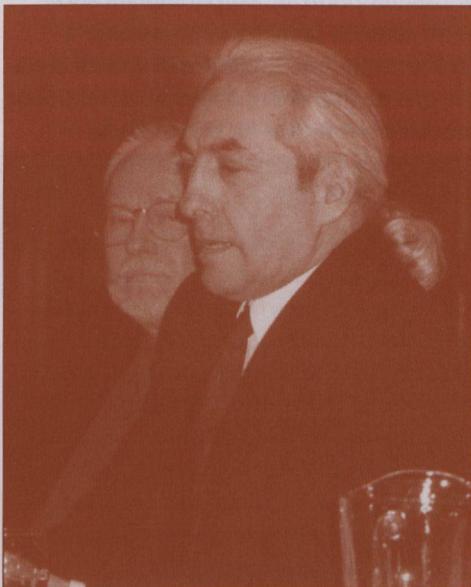
Les tables rondes ont également fait ressortir que le Canada est particulièrement bien placé pour assumer un leadership dans l'hémisphère, vu que notre pays peut s'enorgueillir du respect qu'il inspire dans la région et, en tant que puissance moyenne sans antécédents coloniaux, n'apparaît pas menaçant. En fait, il a même été suggéré que le Canada soit envisagé comme une sorte de « Scandinavie » de l'hémisphère, à cause de la façon dont il exerce un pouvoir discret, notamment par le biais du développement économique communautaire (Third Way) ou de la démocratie sociale et du multiculturalisme (Ottawa, 30 août 1999).

La nécessité de relever les défis de la mondialisation et d'atténuer les conséquences négatives qu'elle peut avoir sur les démocraties encore fraîches d'Amérique latine est revenue dans les débats comme un leitmotiv. La sécurité humaine a généralement été perçue comme la bonne approche à adopter pour s'attaquer à la liste interminable des problèmes qui nous menacent à cause de la mondialisation. Si l'on en croit Barbara Arneil (Calgary, 17 mars 1999), ces menaces peuvent être globalement regroupées en trois catégories :

1. les menaces émanant du nouvel environnement économique (c'est-à-dire, l'émergence du prétendu « esprit de compétition » et la sujétion grandissante aux mécanismes des marchés pour assurer le développement économique et social, la polarisation croissante des riches et des pauvres, l'instabilité des marchés des capitaux, l'endettement, etc.),
2. les menaces émanant des problèmes transfrontaliers/ « transnationaux » qui vont croissant (c'est-à-dire, le trafic de drogue et d'armes légères, l'immigration et les mouvements de réfugiés, la dégradation de l'environnement, la propagation des maladies infectieuses, etc.),
3. les menaces découlant de l'évolution de la nature des conflits (les conflits naissent de plus en plus à l'intérieur des frontières d'un État et sont souvent provoqués par l'État lui-même ou par des instances paragouvernementales, si bien que c'est l'État qui est source d'insécurité).

Les recommandations avancées dans le cadre des discussions publiques reflètent les craintes ressenties à l'égard de la mondialisation et peuvent être regroupées, en gros, sous huit thèmes :

- Consolidation de la démocratie : société civile et gouvernance démocratique
- Structure sociale et économie
- Environnement
- Éducation
- Technologie
- Assistance, aide d'urgence et prévention des catastrophes
- Problèmes de structure et de procédure
- Problèmes de sécurité : armes légères



Alan Torbitt, Phil Fontaine

1. Consolidation de la démocratie : société civile et gouvernance démocratique

En dépit de l'euphorie générale provoquée par le triomphe de la démocratie en Amérique latine, il reste encore de graves problèmes à régler notamment : la nature des institutions démocratiques, le respect et le maintien des droits de l'homme et, généralement, la tendance de certains gouvernements à verser à nouveau dans l'autoritarisme. Dans l'optique nordico-occidentale, une partie du problème est liée à la façon dont on définit la démocratie. Maxwell Cameron (*Halifax, 9 juillet 1999*) a fait remarquer qu'il y avait eu une évolution manifeste de la façon de percevoir la viabilité d'une démocratie : « Au lieu d'insister sur les procédures et les institutions, notamment les élections, on accorde désormais plus d'importance à une évaluation du comportement démocratique et à ses résultats. » Le nombre d'élections n'est plus considéré comme un indicateur suffisant de l'enracinement démocratique.

En résumé, globalement, les *droits humains* sont au cœur de la démocratie. Pour beaucoup, la politique commerciale et étrangère du Canada doit respecter les droits humains, tels qu'ils sont énoncés dans la *Déclaration universelle des droits de l'homme*. Le gouvernement canadien devrait jouer un rôle de premier plan dans le développement d'un système efficace et bien défini



Consuelo Cutzel,
Traducteur, Steve Lee

(comme il l'a fait dans le cas de la Cour criminelle internationale) pour renforcer le système international des droits de l'homme dans l'hémisphère. Une remarque importante a été faite à la table ronde de Halifax : les *droits économiques, sociaux et culturels* sont aussi importants pour une démocratie que les droits politiques, et l'on a souligné également les effets déliquescents de la mondialisation sur le tissu social et sur la culture régionale. Même si certains ont recommandé la promotion des droits humains dans le cadre des échanges commerciaux ou autres accords et politiques économiques (par ex., par le biais de la politique d'investissement et de la politique fiscale), d'autres ont critiqué une telle approche en soutenant qu'elle représente une solution à court terme reposant sur une économie de marché souvent fluctuante. La question du rôle des sanctions économiques a également été fréquemment abordée sans que ressorte un véritable consensus quant à leur efficacité.

Un grand nombre de participants ont convenu que le Canada devrait promouvoir le développement de la société civile et de la bonne gouvernance. Pour que cela soit utile, certains ont fait ressortir qu'il fallait comprendre et reconnaître à sa juste valeur la longue histoire des diverses sociétés et communautés d'Amérique latine. On a par ailleurs signalé l'importance de protéger et de consolider les sociétés civiles d'Amérique latine en exploitant les activités de création de capacités des ONG d'origine canadienne ainsi que d'autres mécanismes (ministères, missions, initiatives du secteur privé). Les projets organisés au niveau local et

communautaire sont considérés comme particulièrement efficaces.

L'intégration des groupes traditionnellement privés de toute participation aux prises de décision et aux assemblées délibératives a également été qualifiée d'impérative pour la poursuite du développement démocratique dans la région. Beaucoup sont convenus que l'inclusion et l'accès devraient être institutionnalisés et devenir une partie intégrante de la gouvernance. Une attention particulière devrait être accordée aux peuples autochtones, aux personnes handicapées, aux pauvres et aux femmes. Le Canada pourrait, en partageant son savoir-faire en la matière, contribuer à résorber cette fracture entre la société civile et le gouvernement et chercher notamment à ouvrir des brèches en faveur de la participation de la population au développement de la politique.

Des craintes ont fréquemment été exprimées au sujet de la corruption et de tout ce qui peut menacer la démocratie : la centralisation du pouvoir, la renaissance du militarisme, le manque d'indépendance de l'appareil judiciaire et l'absence de la primauté du droit, la faiblesse des partis politiques et des organes représentatifs et l'exclusion sociale. Beaucoup ont souligné la nécessité de situer le développement démocratique dans le contexte de la mondialisation et du libéralisme économique. Certains ont soutenu, par exemple, qu'en ce qui concerne la bonne administration des affaires publiques et le « syndrome de régression » qui lui est lié en Amérique latine, le problème de fond est le

déclin de la capacité des États à jouer leur rôle traditionnel et à exercer notamment certaines fonctions de base comme assurer la sécurité commune. Cameron (*Menaces à la démocratie dans les Amériques*) a fait remarquer qu'une série de problématiques (considérations) de portée plus générale devrait être reconnue et prise en compte si l'on tente de discuter de ce qui menace la démocratie lors du Sommet de Québec et par la suite, à savoir :

- le conflit entre la promotion de la démocratie et le respect de la souveraineté,
- le décalage entre les engagements du Sommet de Santiago en matière de démocratisation et le manque d'enthousiasme des autorités quand il s'agit de les respecter,
- le déphasage croissant entre la volonté de faire prévaloir la primauté du droit et la promotion de la démocratie,
- l'obligation, pour une démocratie, de livrer la marchandise,
- en Colombie, adopter une approche ciblée sur la sécurité humaine pourrait permettre de remplacer la focalisation sur les drogues par une focalisation sur la paix.



Peter Hale, Edward Hale –
North Dakota

Plus concrètement, une aide à la réforme de la magistrature, ainsi que des systèmes judiciaires et fiscaux s'avérerait utile. L'appui des médias est également souvent bénéfique. Toutefois, il faut bien réfléchir pour déterminer quels sont les modèles qui conviennent le mieux à la situation dans la région et qui peuvent effectivement être mis en oeuvre.

Gros plan sur les peuples autochtones

Le 23 mars 2000, des dirigeants et des représentants des peuples autochtones du Canada, des États-Unis, du Guatemala, du Panama et du Mexique, des personnalités du monde des affaires, des fonctionnaires et d'autres personnes intéressées se sont rencontrés pour réfléchir aux problèmes des peuples autochtones du continent. Parmi les participants figuraient des représentants de l'Assemblée des Premières nations, le chef national Phil Fontaine, Marc Lortie (le représentant personnel du Premier ministre au Sommet des Amériques), Frank O'Dea (Madison Grant), le chef Lydia Hwitsum (Première nation Cowichan) et Maxine Wiber (Environnement Rio Algom). Il a été question, entre autres, du besoin de faire participer activement les peuples autochtones à l'élaboration des politiques qui les concernent, de la nécessité de s'attaquer au racisme dans les deux sens et de réévaluer les lois, politiques et déclarations (y compris les textes imprimés) qui renforcent la marginalisation socio-économique et politique des peuples autochtones au Canada et à l'étranger. Une discussion approfondie a eu lieu sur la nécessité de

renforcer le lien entre l'investissement (ou le développement économique) et les préoccupations des peuples indigènes à propos de leur environnement et de leur mode de vie. Certains ont soutenu qu'afin d'établir une présence des peuples autochtones au sein de l'OEA, l'Inter-American Indigenous Institute devrait être réformé et revitalisé. D'autres organismes internationaux, comme l'OMC et les Nations Unies devraient également se pencher régulièrement sur les problèmes des peuples autochtones. Le Canada pourrait favoriser le dialogue entre les États et les peuples indigènes et encourager des discussions plus précisément axées sur les problèmes des peuples autochtones au sein de l'OEA. Un document de travail a été préparé par Paul Chartrand : *Canada and the Indigenous Peoples of the Western Hemisphere: Putting Principles into Action in Trade and Investment (Le Canada et les peuples autochtones de l'hémisphère occidental : de la théorie à la pratique en matière de commerce et d'investissement)*, et une cérémonie spirituelle a été célébrée par Consuelo Cutzal (Conseil de coordination des organisations des peuples mayas du Guatemala).

2. Structure sociale et économie

L'inégalité croissante dans la répartition des revenus et des richesses dans la région est une question jugée inquiétante par un grand nombre de participants. Certains ont soutenu qu'on devrait s'attaquer à l'inégalité économique au moyen de politiques sociales ciblées. L'applicabilité des clauses relatives aux droits sociaux et à la protection de l'environnement dans les accords commerciaux a suscité un long débat, certains doutant de leur faisabilité et de leur efficacité. L'utilité d'établir un cadre législatif et réglementaire clair et transparent dans les domaines du commerce et de l'investissement a souvent été mentionnée.

Les opinions sur l'accélération de l'intégration économique de l'hémisphère, y compris la libéralisation du commerce et des mouvements de capitaux, étaient très divergentes. Alors que certains favorisaient l'intégration comme le seul instrument du développement économique, d'autres se sont dits préoccupés par ses conséquences néfastes au plan socio-économique et culturel. Néanmoins, on a insisté sur le fait que le processus d'intégration doit être guidé par un ensemble de principes :

- les négociations reliées à la création de la ZLÉA doivent se dérouler dans le cadre des processus de l'OMC
- l'accélération de l'intégration économique doit s'accompagner d'une ferme confirmation de l'adhésion à l'économie de marché fondée sur des règles
- les obstacles bureaucratiques doivent être éliminés
- les initiatives visant à créer une « culture des affaires » dans la région doivent être développées.



Hector Almendrades, Patrick Brennan, Paula Acoose,
Dean Janvier, Maxine Wiber, Wayne Lord

Gros plan sur le commerce :

Le Canada et la Zléa (Joël Monfils et al.). Alors que s'achève la présidence du Canada à la tête du Comité de négociations commerciales (CNC), peu de progrès ont été réalisés dans les négociations visant la création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA). Jusqu'à maintenant, le Canada a développé une politique commerciale relativement uniforme à l'intérieur des différents forums de négociation régionaux et multilatéraux. Le gouvernement canadien favorise la mise sur pied d'accords commerciaux compréhensifs impliquant des niveaux de discipline commerciale élevés ainsi qu'une participation effective de la société civile à l'intérieur du processus de négociation. Ce document de politique vise d'abord à mettre en relief les difficultés associées à la mise en oeuvre de la politique commerciale canadienne dans un contexte régional. Il remet en question l'application indifférenciée de la politique commerciale du Canada dans les Amériques compte tenu de la dynamique particulière des négociations dans cette région et des différents objectifs formulés par le gouvernement face au processus d'intégration hémisphérique.

Gros plan sur les drogues :

Le Canada et le trafic de drogues dans l'hémisphère

L'émergence du trafic de stupéfiants mérite toute l'attention requise compte tenu de la grave menace qu'il fait peser sur la sécurité humaine et les structures politiques légitimes, écrit James Rochlin du Okanagan University College (Kelowna, C.-B.) dans une étude commandée par le CCDPE. Rochlin ajoute que l'économie clandestine du trafic de stupéfiants revêt une ampleur exceptionnelle, aussi bien au plan international qu'à l'intérieur du Canada. La richesse



Paul Chartrand

générée entraîne l'émergence de structures de sécurité parallèles qui minent l'autorité de l'État. Le pouvoir social est redistribué, avec toutes les conséquences que cela peut avoir sur divers protagonistes – toxicomanes, mais aussi États corrompus par des groupes tels que les « bandes de motards » ou guerilleros en Amérique latine. Le Canada joue un rôle important dans le trafic de stupéfiants sur le continent. Bien que la chose soit mieux occultée qu'au Mexique ou qu'en Colombie, le Canada est un consommateur, producteur et distributeur de drogues illicites. Cette situation a de graves conséquences, sanitaires, entre autres. Le trafic de stupéfiants dans l'hémisphère menace également l'investissement canadien à l'étranger. Par conséquent, il paraît nécessaire d'élaborer des options en matières de politique étrangère pour s'attaquer au problème. La légalisation des drogues pourrait s'avérer une solution viable sur le long terme, selon Rochlin. Il propose en outre au Canada plusieurs autres options pour le court ou le moyen terme, notamment au niveau de la politique à l'égard du Mexique et de la Colombie.

En outre, beaucoup ont suggéré que le Canada devrait assumer un rôle de premier plan dans les efforts visant à s'assurer que le processus de négociation du libre-échange est ouvert, transparent et, au plan politique, qu'il maximise l'implication de la société civile et contribue à faire avancer la démocratisation du continent. D'autres ont mis le gouvernement canadien au défi de prendre l'initiative d'encourager les pays du G-8 à radier la dette étrangère des pays les plus pauvres. Le gouvernement devrait collaborer avec les institutions financières internationales (IFI) en vue de mettre sur pied des programmes de financement et de développement qui soient socialement équitables et qui profitent à la majorité des populations. Le Canada devrait prendre l'initiative d'assurer que le fonctionnement des IFI est plus transparent, ouvert et responsable. De plus, des mesures devraient être prises pour promouvoir l'idée d'un « impôt Tobin » pour compenser les effets négatifs de la spéculation sur les devises sur les pauvres de la région. Le Canada pourrait aussi mettre son savoir-faire au service de l'intégration des personnes handicapées dans les structures économiques d'Amérique latine. L'administration publique est un autre domaine où l'expertise canadienne pourrait s'avérer utile.



Peter Hale, Kelly McBride, Steve Lee, Edward Hale

3. L'environnement

Un grand nombre de participants ont affirmé que l'environnement et les préoccupations écologiques devraient toujours rester au premier plan. Le développement économique devrait s'appuyer sur une vision à plus long terme des questions écologiques. La promotion du développement durable est considérée comme un impératif de la sécurité humaine. Une opinion générale s'est dégagée : le soutien des initiatives de la société civile locale (par opposition aux méga-projets) donne souvent de meilleurs résultats au plan du développement durable par rapport à leur coût. Le Canada devrait encourager et accélérer la mise en oeuvre des engagements en matière de développement durable pris lors du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992.

4. Éducation

L'accès à l'éducation, y compris la formation extra-scolaire, est jugé par beaucoup essentiel à la sécurité humaine et au développement économique. Par conséquent, un grand nombre de participants ont suggéré que le Canada appuie une éducation adaptée aux besoins des groupes marginalisés et accorde plus d'importance à doter les jeunes des compétences requises pour satisfaire les besoins fondamentaux. En outre, l'éducation devrait être génératrice de revenus pour les pauvres, pour réduire la disparité des revenus dans la région. Certains ont noté que l'éducation est, en ce qui concerne les

femmes, un moyen de les aider à assumer plus de leadership et d'accroître l'égalité entre les sexes. Les initiatives favorisant une plus grande mobilité des étudiants et destinées à améliorer l'éducation supérieure ont également été encouragées. L'influence du monde des affaires sur l'éducation a fréquemment été critiquée, et certains ont demandé que des mesures soient prises pour qu'elle se fasse plus discrète. L'importance de bien comprendre le contexte socio-économique et culturel local pour concevoir de bons programmes a été soulignée maintes et maintes fois.

Gros plan sur l'éducation : L'éducation et la Zone de libre-échange des Amériques

Le 13 juillet 1999, la branche canadienne d'IDEA (Initiative for Democratic Education in the Americas) a réuni des jeunes, des enseignants, des représentants des gouvernements et autres organismes dans le but de mieux faire connaître l'Inter-American Program of Education et, de façon générale, le processus du Sommet des Amériques. Ce rassemblement a, par ailleurs, donné aux organismes canadiens œuvrant dans le domaine de l'éducation l'occasion de débattre du contenu de plusieurs documents clés élaborés à l'intention de la Conférence continentale de l'IDEA (29 septembre-3 octobre 2000, Quito, Équateur). Au cours de cette manifestation d'une journée, les participants ont également discuté des perspectives offertes aux jeunes, de l'influence des entreprises sur le milieu scolaire, de la mondialisation et de l'implication des jeunes, ainsi que du processus IDEA.



Armstrong Wiggins, Paula Acoose

5. Technologie

Plusieurs participants ont insisté sur le rôle que peuvent jouer les technologies de l'information et de la communication pour diffuser de l'information et relier les communautés entre elles. Grâce au TIC, les valeurs canadiennes peuvent être instantanément propagées à travers le continent. À cet égard, le Canada pourrait tirer parti de sa position « géopolitique », en tant que « Scandinavie des Amériques », pour promouvoir une « culture » de la sécurité humaine, distincte de celle des États-Unis, a soutenu Liss Jeffrey (Programme McLuhan en culture et technologie).

Les TIC pourraient aussi faire émerger des publics engagés et bien informés qui appuieraient la gouvernance démocratique dans le pays et à l'étranger. Par conséquent, les TIC doivent figurer en tête des priorités à inscrire au programme de l'hémisphère. Des initiatives devraient être lancées dans le but de résorber la fracture « numérique » entre les pays riches et les pays pauvres et de créer un espace public « numérique » pour les délibérations et les discussions concernant les politiques.

Alors que certains ont affirmé que l'approvisionnement en eau potable et en articles de première nécessité devrait avoir préséance sur la réduction du fossé numérique, d'autres ont répondu que maintenir les régions déshéritées en dehors du « village global » n'aboutira qu'à les marginaliser encore plus à long terme. Il faudrait prendre des mesures pour faciliter l'accès des populations aux TIC, même dans les pays les plus pauvres, tout en les aidant à satisfaire leurs besoins humains fondamentaux.

6. Assistance, aide d'urgence et prévention des catastrophes

L'importance d'une amélioration de la qualité et de la quantité de l'aide a souvent été soulignée. Le Canada pourrait prendre des initiatives dans le domaine des secours aux sinistrés (axées sur les jeunes et sur les femmes), afin d'aider les collectivités à mieux se préparer à des catastrophes éventuelles.

7. Problèmes de structure et de procédure

Beaucoup sont d'avis que le Canada devrait s'efforcer d'améliorer le processus de l'OEA. L'ordre du jour du Sommet de Québec devrait être réaliste (d'actualité, crédible et sensible aux coûts) et facile à gérer, et s'inscrire dans le contexte de la sécurité humaine.



OEA – armes légères

8. Problèmes de sécurité : armes légères

Gros plan sur les armes légères

Le 28 avril 2000, le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère, en collaboration avec la Direction de la non-prolifération, du contrôle des armements et du désarmement, et la Direction inter-américaine du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, a organisé une table ronde sur les armes légères dans l'hémisphère. Cette manifestation a réuni divers experts, universitaires, représentants d'ONG et fonctionnaires, pour qu'ils puissent échanger des points de vue et des idées, et formuler des recommandations sur diverses initiatives relatives aux armes légères. Au nombre des participants figuraient Wendy Cukier (Université Ryerson), Peggy Mason (Conseil canadien pour la paix et la sécurité internationales), Juan Ronderas (Université York), Renata Wielgosz (Mission permanente du Canada auprès de l'OEA), et Mark Gaillard (Direction de la non-prolifération, du contrôle des armements et du désarmement, MAECI). Yvon Dandurand (Centre international pour la réforme du droit pénal et la politique de justice criminelle),

ainsi qu'Edward Laurence et William Godnick (Monterey Institute) se sont joints aux débats par téléphone. Les participants ont convenu que la distinction présumée entre le « licite » et l'« illicite » pose des problèmes pour mettre en œuvre un système efficace de non-prolifération des armes légères dans l'hémisphère. Beaucoup ont insisté sur la nécessité d'intégrer la société civile latino-américaine au processus. Parmi les recommandations figurent la modification de la Convention de 1997, afin d'y prescrire un contrôle national des armements, des mesures en faveur du développement des capacités, afin de réduire l'écart entre l'élaboration formelle de réglementations multilatérales et la capacité locale à ratifier ou à appliquer les traités et, enfin, des mesures pour s'attaquer à la culture de la violence ainsi qu'au manque de respect général à l'égard de l'état de droit dans de nombreux pays d'Amérique latine. Au terme de cette table ronde, les participants ont incité les ONG canadiennes et autres à lancer une campagne de sensibilisation similaire à celle qui a pour objectif l'interdiction des mines terrestres.

Niches possibles de la politique étrangère canadienne :

- Le Canada en tant que « pays nordique » de l'hémisphère (politique sociale, environnement, expérience en matière des droits de l'homme, maintien de la paix, statut de puissance non coloniale)
- Le Canada en tant que partenaire de longue date (commercial et autres) des États-Unis (connaissance des États-Unis, longue expérience en matière de relations bilatérales)
- Le Canada en tant que leader dans des domaines comme la participation de la société civile et la bonne gestion des affaires publiques
- Le Canada en tant que leader pour résorber la « fracture numérique ».

« Le Canada souhaite qu'un engagement clair et vigoureux en faveur de la démocratie et de l'inclusion sociale résulte du Sommet de Québec. Un engagement qui s'étende à nos institutions démocratiques, à notre appareil électoral et à l'impartialité de la justice; à la protection des droits de la personne et de la liberté d'expression; à la lutte contre le trafic des stupéfiants et la corruption. Il faudra donner plus de pouvoir aux administrations locales et protéger les droits des minorités, des peuples autochtones, des migrants et des personnes handicapées, et s'engager dans les termes les plus catégoriques à promouvoir l'égalité juridique, économique et sociale des femmes et des hommes. »

– Premier Ministre Jean Chrétien, Discours à la session extraordinaire du Conseil permanent de l'Organisation des États américains, le 5 février 2001

DOC
CA1
EA751
2001C15
EXF

Canadian Voices

The Americas

Canadian Centre for Foreign Policy Development

Highlights

Focus on
Indigenous Peoples

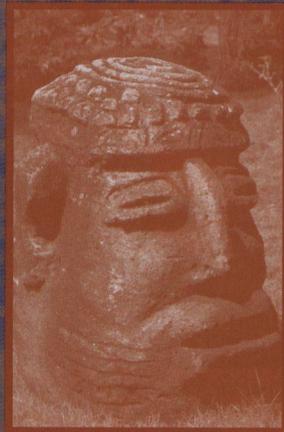
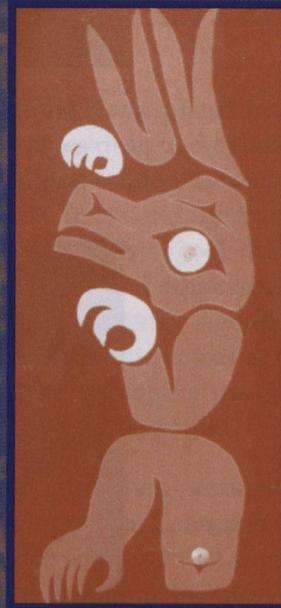
Focus on Trade

Focus on Drugs:
Canada and
Hemispheric
Narcotrafficking

Focus on Education:
Education and the
Free Trade Area of
the Americas

Focus on Technology
and the
"Digital Divide"

Focus on Small Arms



Canadian Centre
for Foreign Policy
Development

Centre canadien
pour le développement
de la politique étrangère

Canada

"Projecting our values and culture also requires that we engage Canadians in all aspects of foreign policy-making on a regular basis."

– John Manley, Minister of Foreign Affairs,
Diplomatic Forum, October 20, 2000



*Canada, Indigenous Peoples and the Hemisphere Roundtable
March 23, 2000, Winnipeg*

Canadian Centre for Foreign
Policy Development (CCFPD)
125 Sussex Drive
Ottawa, Ontario
K1A 0G2

Tel: (613) 944-8278
Fax: (613) 944-0687

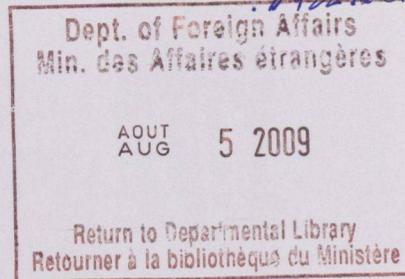
www.cfp-pec.gc.ca
info.ccfpd@dfait-maeci.gc.ca

ISBN: E2-214/2001E
0-662-30028-9



Canadian Centre for Foreign Policy Development

Canadian Voices: THE AMERICAS



Mary Jane Jim

The changing political and economic climate in Latin America and the Caribbean over the past decades opened the door for Canada to play a bigger role in the region. The spread of relatively democratic regimes in Latin America, economic liberalization, and more recently, the emergence of an active civil society have brought unprecedented opportunities and posed challenges for policy makers, including the need to reassess Canadian interests and priorities. Evidenced by the wide range of regional events hosted by Canada over these two years, Canadian engagement in the Hemisphere has grown rapidly as a result of these shifts:

- The XIII Pan American Games (Winnipeg, July 23-August 8, 1999),
- The Conference of the Spouses of Heads of State and Government of the Americas, (Ottawa, September 29-October 1, 1999),
- The Free Trade Area for the Americas Trade Ministerial Meeting (Toronto, November 3-4, 1999),
- The Americas Business Forum (Toronto, November 1-3, 1999),
- The Organization of American States General Assembly (Windsor, June 4-6, 2000), and
- the upcoming Third Summit of the Americas (Quebec City, April 21-22, 2001).

(For more information on these events, please visit: www.americascanada.org)

Ministers and Canadian officials, including David Kilgour (Secretary of State, Latin America and Africa), Marc Lortie (the Prime Minister's personal representative for the Summit of Americas), and George Haynal (Assistant Deputy Minister, Americas), recognized from the outset the importance of civil society engagement in developing Canada's foreign policy

toward the Hemisphere. In one of the series of Americas roundtables designed to solicit public views, George Haynal pointed to the need "to broaden the policy circle beyond Ottawa and the traditional stakeholders" (Calgary, March 17, 1999). Mindful of political, diplomatic, institutional, and other constraints, Ministers and officials consistently signalled their willingness to listen and reflect public voices at the OAS General Assembly and in the agenda for the Quebec City Summit in April 2001, for example.

To help fulfill the government's commitment to public input, the Canadian Centre for Foreign Policy Development (CCFPD) engaged NGOs, experts, academics, labour, business people, parliamentarians, and the media from across the country to contribute thinking into the development of Canada's Hemisphere policy. Since March 1999, the CCFPD organized or funded nine roundtables on the Americas and commissioned a number of Policy Options Papers:

Roundtables:

- Developing a Canadian Discussion on the Americas (Calgary, March 17, 1999) – webcast live and now archived at www.panam-bydesign.net/ccfpd/video.htm (in partnership with byDesign E Lab, McLuhan Program in Culture and Technology at the University of Toronto and the Calgary Centre for Performing Arts)
- Democratization in the Americas (Halifax, July 9, 1999)
- Initiatives for Democratic Education in the Americas: Education and the Free Trade Area of the Americas, IDEA (Vancouver, July 13, 1999)
- Priorities, Plans and Activities (Ottawa, August 30, 1999)
- Governance, Civil Society and the Americas (Victoria, January 28, 2000)





David Chartrand, Kelly McBride

- Threats to Democracy in the Americas, FOCAL, UBC (*Vancouver, March 3-4, 2000*)
- Canada, Indigenous Peoples and the Hemisphere (*Winnipeg, March 23, 2000*)
- Look Ahead to Windsor (*Ottawa, April 26, 2000*)
- Small Arms and the OAS Roundtable (*Ottawa, April 28, 2000*).

Policy Options Papers include:

- Canada and Hemispheric Narcotrafficking, James Rochlin (*Fall 1999*)
- Le Canada et la Zléa, Joël Monfils, Martin Roy, Gordon Mace and Jean-Philippe Thérien (*Fall 1999*).

Throughout the series of roundtables the role of civil society in foreign policy-making was endorsed by both the non-government participants and government officials. The practice of engaging the public in policy making has been growing around the world. This trend is evidenced, for example, by the CCFPD's discussions with representatives of the Mexican Ministry of Foreign Affairs (Unidad de Coordinación y Enlace), the establishment of a Unit for the Promotion of Democracy at the OAS, and the growing presence of NGOs at government-hosted events. Canada, in particular, has a flourishing Americas policy community on which to draw for advice and partnership and is seen as the major promoter of civil society inclusion in the Hemisphere. Despite these encouraging trends, policy makers are faced with challenges posed by anti-globalization activists at home and abroad. Questions of how to approach street protests and how to integrate better the views of civil society were frequently raised. The need to listen to the messages coming from the streets was emphasized along with the important role communication strategies play (*Ottawa, April 26, 2000*).

The roundtable discussions also recognized that Canada is well positioned to assume leadership in the Hemisphere since it is well respected in the region and, by the virtue of its middle-power status and non-colonial past, does not appear threatening. Indeed, a suggestion was made to see Canada as a kind of "Scandinavia" of the Hemisphere, through our use of soft power approaches, including the elements of Third Way or social democracy and multiculturalism. (*Ottawa, August 30, 1999*).

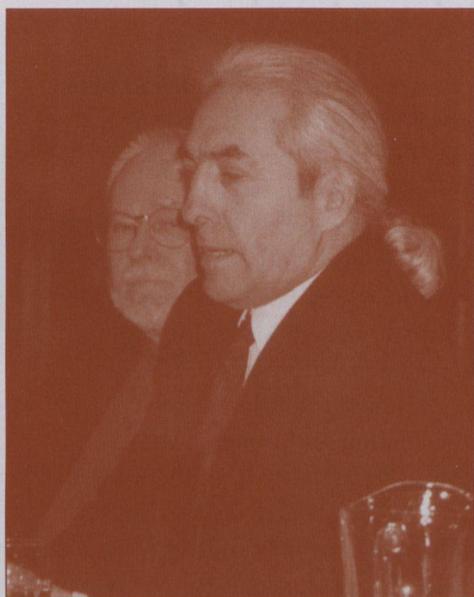
The need to address the challenges of globalization and mitigate the negative consequence it has on the still fragile Latin American democracies was expressed consistently. Human Security was perceived generally as the right approach to tackle the exhausting list of globalization-related threats. According to Barbara Arneil (*Calgary, March 17, 1999*) these threats could be broadly grouped into three categories:

1. threats stemming from a new economic environment (i.e., emergence of the so-called "competition state" and the growing reliance on free markets for economic and social development, growing polarization between the rich and the poor, instability of the capital financial markets, indebtedness, etc.),
2. threats stemming from growing "transnationalism"/ trans-boundary issues (i.e., drugs and small arms trafficking, migration and refugee movements, environmental degradation, spread of infectious diseases, etc.); and
3. threats brought by the changing nature of conflict (conflict increasingly occurs within state borders and is often generated by the state or para-government itself, whereby the state becomes the source of insecurity).



The recommendations provided in the course of public discussions reflect concerns about globalization and broadly fall into 8 thematic groups:

- Strengthening Democracy: Civil Society and Democratic Governance
- Social Structure and the Economy
- The Environment
- Education
- Technology
- Aid, Emergency Assistance and Disaster Preparedness
- Institutional and Procedural Challenges
- Security Issues: Small Arms



Alan Torbitt, Phil Fontaine

1. Strengthening Democracy: Civil Society and Good Governance

Despite the general euphoria about the triumph of democracy in Latin America there still remain some serious challenges including: the nature of democratic institutions, respect and observance of human rights, and more generally, backsliding by some governments to authoritarianism. From the Northern or Western perspective, part of the problem relates to defining democracy. Maxwell Cameron (*Halifax, July 9, 1999*) pointed out that there has been an apparent shift in perceiving the viability of a democracy: "The focus on procedures and institutions, elections in particular, has shifted to evaluating democratic behaviour and outcomes." The number of elections is no longer considered a sufficient indicator of a consolidated democracy.

It was assumed, in general, that *human rights* are at the core of democracy. Many agreed that Canadian foreign and trade policy should respect human rights, as enshrined in the *Universal Declaration of Human Rights*. The Canadian government was encouraged



Consuelo Cutzel,
Interpreter, Steve Lee

to provide leadership in developing a well-defined and effective mechanism (as was done with the International Criminal Court) to strengthen the international human rights regime in the Hemisphere. An important point was raised at the Halifax roundtable that *economic, social and cultural rights* are as important for a democracy as political rights and attention was drawn to the disintegrative trends globalization has on the regional social fabric and culture. While some recommended promotion of human rights in trade and other economic agreements and policies (i.e., investment and taxation policy), others criticized such an approach as a short-term fix based on an often fickle market economy. The role of economic sanctions was also addressed frequently with little consensus as to their effectiveness.

Many participants agreed that Canada should promote the *development of civil society and good governance*. To do so usefully, the need to recognize and understand the long-standing histories of diverse Latin American societies and communities was raised. Protecting and strengthening Latin American civil societies through the capacity building work of Canadian-based NGOs as well as others (i.e., government departments, missions, private sector initiatives) was acknowledged as important. Grass-roots and local-level projects were seen as particularly effective.

Inclusion of traditionally excluded groups and access to decision-making and deliberative bodies was also identified as imperative for further democratic development in the region. Many agreed that inclusion and access should be institutionalized and become an integral part of governance. Special attention should be paid to Indigenous Peoples, the disabled, people in poverty and women. Canada could help by sharing its best practices in working across the state and civil society divide. In particular, we could contribute to strengthening bridges between civil society and the government and to open up space for public participation in policy development.

Concerns about corruption and other threats to democracy including: the centralization of power, resurgent militaries, the lack of judicial independence and rule of law, weak political parties and representative institutions, and social inclusion, were frequently raised. Many highlighted the necessity of putting democratic development into the context of globalization and free markets. Some argued, for instance, that the fundamental problem of good governance and the related "regression syndrome" in Latin America is the declining capacity of states to carry out their traditional roles, including such basic functions as the provision of common security.

Cameron (*Threats to Democracy in the Americas*) pointed out that a series of broader theoretical dilemmas (considerations) should be recognized and negotiated when attempting to address threats to democracy at the Quebec City Summit and beyond. They include:

- the tension between promoting democracy and sovereignty,
- the gap between the Santiago Summit commitments to democratization and its less than vigorous implementation,
- the growing disconnect between the desire to establish rule of law and the promotion of democracy,
- the need for a democracy to deliver the goods; and
- in Columbia, the human security optic may usefully shift the focus from drugs to peace.



*Peter Hale, Edward Hale –
North Dakota*

On a more concrete level, assistance to reforming judiciaries, the legal system and the tax systems could be useful. Support of the media is also often beneficial. However, much thought has to be given to which models fit the realities of the region best and which can be actually implemented.

Focus on Indigenous Peoples

On March 23, 2000, leaders and representatives of Indigenous Peoples from Canada, the United States, Guatemala, Panama, and Mexico, business leaders, government officials, and others met to reflect on Indigenous Peoples' issues in the Hemisphere. The participants included Assembly of First Nations, National Chief Phil Fontaine, Marc Lortie (the Prime Minister's personal representative for the Summit of Americas), Frank O'Dea (Madison Grant), Chief Lydia Hwitsum, (Cowichan First Nation), and Maxine Wiber (Environment Rio Algom). Among the issues raised were the need to actively include Indigenous Peoples in designing policies that affect them, the need to address racism on both sides and to re-assess laws, policies and discourse (including written texts) that reinforce the socio-economic and political marginalisation of Indigenous Peoples in Canada and abroad.

Extensive discussion revolved around the necessity to strengthen the link between investment (or economic development) and the concerns of Indigenous Peoples about their environment and their way of life. Some argued that in order to establish a presence for Indigenous Peoples at the OAS, the Inter-American Indigenous Institute should be reformed and revitalized. Other international bodies, such as the WTO and the UN should also address Indigenous Peoples' issues on a continuous basis. Canada could foster dialogue between states and Indigenous Peoples and push for stronger language on Indigenous Peoples' issues at the OAS. A discussion paper was prepared by Paul Chartrand, *Canada and the Indigenous Peoples of the Western Hemisphere: Putting Principles into Action in Trade and Investment*, and a spiritual ceremony conducted by Consuelo Cutzal (Coordinating Council of Organizations of the Mayan Peoples of Guatemala).



Hector Almendrades, Patrick Brennan, Paula Acoose,
Dean Janvier, Maxine Wiber, Wayne Lord

2. Social Structure and the Economy

The growing *inequality in income and wealth distribution* in the region was on the mind of many participants. Some argued that economic inequality should be addressed through targeted social policy. There was an extensive debate about the applicability of social rights and environmental protection clauses in trade agreements, with some doubting their feasibility and effectiveness. A clear and transparent legal and regulatory framework for trade and investment was often promoted.

The views on deepening the *economic integration* of the Hemisphere, including trade liberalization and deregulation of capital flows were sharply divided. While some promoted integration as the only means to economic development, others raised concerns about its negative socio-economic and cultural consequences. Nevertheless, it was emphasized that the integration process should be guided by a set of principles:

- FTAA negotiations should be conducted in the context of WTO processes;
- deeper integration should be accompanied by a powerful reaffirmation of rule-based market economies;
- bureaucratic barriers should be removed; and
- initiatives aimed at building a “business culture” in the region should be developed.

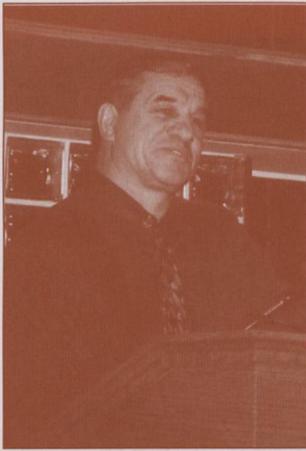
Focus on Trade:

Canada and the FTAA (Joël Monfils et al.). As Canada’s chairmanship of the Trade Negotiations Committee (TNC) draws to an end, little progress has been made in negotiations aimed at creating the Free Trade Area of the Americas (FTAA). To date, Canada has developed a relatively uniform trade policy within various regional and multilateral negotiation forums. The Canadian government favours comprehensive trade agreements involving high levels of trade discipline as well as a real involvement of civil society in the negotiation process. This policy document seeks first to emphasize the difficulties associated with implementing Canadian trade policy in a regional context. It challenges the blanket application of Canada’s trade policy in the Americas, considering the special dynamics of negotiations in this region and the various objectives set out by the government with regard to the process of hemispheric integration.

Focus on Drugs:

Canada and Hemispheric Narcotrafficking

The ascendancy of narcotrafficking deserves serious attention due to the huge threat it wages against human security and legitimate political structures, writes James Rochlin of the Okanagan University College (Kelowna, B.C.) in a paper commissioned by the CCFPD. Rochlin goes on to say that the informal economy of narcotrafficking is immense both globally and within Canada. The wealth generated leads to the emergence of parallel security structures that undermine the capacity of the state.



Paul Chartrand

Social power is redistributed affecting various actors from drug addicts to corrupt states to groups such as “Biker Gangs” and Latin American guerrillas. Canada’s role in the context of hemispheric narcotrafficking is significant. Though more hidden than in Mexico or Colombia, Canada is a consumer, producer and a distributor of illicit drugs. This has serious health and other implications. Hemispheric narcotrafficking also threatens Canadian investment abroad. Therefore, there is a need to generate foreign policy options to address this problem. Among long run viable options is legalizing drugs, says Rochlin. He also offers other short to medium term options for Canada, specifically in policy toward Mexico and Colombia.

Furthermore, many suggested that Canada should take the lead in ensuring that the Free Trade negotiation process is open, transparent, and politically accountable to maximize the involvement of civil society and contribute to increased democratization in the Hemisphere. Others challenged the Canadian government to take the lead in encouraging the G-8 to cancel the *foreign debt* of the world’s poorest countries. The government should work within the International Financial Institutions (IFIs) to develop programs of finance and development that are socially just and benefit the majority of populations. Canada should lead a process of ensuring that IFIs operate with increased transparency, openness and accountability. Steps should be taken in promoting the idea of a Tobin tax to counterbalance the negative effect that *currency speculation* has on the poor in the region. Canada could also offer its expertise in helping the integration of disabled people into economic structures. Another area where Canadian expertise could be useful is public administration.



Peter Hale, Kelly McBride, Steve Lee, Edward Hale

3. The Environment

Many participants insisted that environment and ecological concerns must remain paramount. Economic development should proceed with a much longer view to ecological issues. Promoting sustainable development was identified as imperative to human security. A general view surfaced that supporting local civil society initiatives (as opposed to mega projects) often produce a more cost-effective result for sustainable development. Canada should promote and accelerate the implementation of commitments for sustainable development made at the 1992 Rio Earth Summit.

4. Education

Access to education, including informal education, was considered by many as crucial to human security and economic development. Therefore, many participants suggested that Canada should support education responsive to the needs of the marginalised and put emphasis on providing students with skills to meet basic human needs. Moreover, education should aim at generating income for the poor, diminishing thus the income distribution gap in the region. It was suggested that educating women could help them

assume a greater leadership role and contribute to improving gender equality. Initiatives to enhance greater mobility for students and to improve higher education were also encouraged. Corporate business influence over education was frequently criticized and calls to minimize it made. The necessity to understand the local cultural and socioeconomic context in order to develop good programs was stressed time and time again.

Focus on Education: Education and the Free Trade Area of the Americas

On July 13, 1999, the Canadian Initiates for Democratic Education in the Americas (IDEA) brought together youth, educators, government and other organizations to raise awareness about the Inter-American Program of Education and the Americas Summit Process in general. The consultation also provided an opportunity for Canadian organizations involved in education to debate the key documents developed for the Hemispheric IDEA Conference (September 29-October 3, 2000, Quito, Ecuador). In the course of the day-long meeting participants discussed youth perspectives, corporate influence in schools, globalization and youth organizing, and the IDEA process.



Armstrong Wiggins, Paula Acoose

5. Technology

Some participants emphasized the role new Information and Communications Technologies (ICTs) can play in imparting information and connecting communities. Through ICTs, our values as Canadians can be spread instantaneously across the Hemisphere. In this context, Canada could capitalize on its “geo-political” position as the “Scandinavia” of the Americas to promote the “culture” of Human Security, distinct from that of the United States, said Liss Jeffrey (McLuhan Program in Culture and Technology).

ICTs could also help nurture engaged and well informed publics, strengthening democratic governance at home and abroad. Therefore, ICTs should be central to the Hemispheric agenda. Initiatives should be developed aimed at narrowing the “digital” divide between poor and rich countries and creating a public “digital” space for policy discussion and deliberation.

While some insisted that the provision of clean water and basic human necessities should take precedence to closing the digital divide, others responded by saying that leaving the poor regions out of the “global village” would marginalise them even more in the longer run. Steps should be taken to facilitate public access to ICTs even in the poorest countries, together with helping to meet basic human needs.

6. Aid, Emergency Assistance and Disaster Preparedness

The need for improvement in the quality and quantity of aid was often expressed. Canada could develop initiatives in disaster relief (with a particular focus on youth and women) aimed at building resilient communities.

7. Institutional and Procedural Challenges

Many agreed that Canada should strive to improve the OAS process. The agenda for Quebec City should be practical (i.e., topical, credible, cost-effective), manageable, and fall within the context of Human Security.



OAS – Small Arms

8. Security Issues: Small Arms

Focus on Small Arms

On April 28, 2000, the Canadian Centre for Foreign Policy Development, in partnership with the Non-proliferation, Arms Control and Disarmament Division and the Inter-American Division of the Department of Foreign Affairs and International Trade, organized a roundtable on small arms in the Hemisphere. The roundtable brought together experts, academics, NGOs and government officials to share views, ideas and recommendations on various small arms initiatives. Participants included, among others, Wendy Cukier (Ryerson University), Peggy Mason (Council for Peace and Security), Juan Ronderas (York University), Renata Wielgosz (Canadian Permanent Mission to the OAS) and Mark Gaillard (Non-proliferation, Arms Control and Disarmament Division, DFAIT). Yvon Dandurand (International Centre for Criminal Law and Justice Reform), Edward Laurence and

William Godnick (Monterey Institute) joined the roundtable by phone. The participants agreed that the assumed distinction between the “licit” and the “illicit” poses challenges of developing an effective small arms non-proliferation regime in the Hemisphere. Many raised the need to bring Latin American civil society into the process. Among the recommendations were the need to amend the 1997 *Convention* to include domestic weapons control, the need for capacity-building measures to address the gap between formal multilateral regulations making and domestic capacity to ratify/implement treaties, and finally, the need to address the culture of violence and widespread disrespect for the rule of law in many Latin American countries. At the closing, Canadian and other NGOs were encouraged to mount an awareness raising campaign along the lines of the campaign to ban landmines.

Possible Canadian Foreign Policy Niches:

- Canada as “the Nordics” of the Hemisphere (Social policy, environment, human rights experience, peacekeepers, non-colonial power position),
- Canada as a long-standing partner (trading and other) with the United States (knowledge of the U.S., long experience in bilateral relations.),
- Canada as a leader in civil society engagement and good governance,
- Canada as a leader in closing the “digital” divide.

“Canada wishes to see a clear and forceful commitment to strengthening democracy and fostering social inclusion in Quebec City [w]hich extends to our democratic institutions, our electoral machinery, and the impartiality of justice; to protecting human rights and freedom of expression; to fighting drug trafficking and corruption; to empower local governments and safeguard the rights of minorities, Indigenous Peoples, migrants and the disabled; and make the strongest possible pledge to promote the legal, economic and social equality of women and men.”

– Prime Minister Jean Chrétien, Address to a Special Session of the Permanent Council of the Organization of American States, February 5, 2001